

FONDATION PÈRE FAVRON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Conseil d'administration d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

FONDATION PÈRE FAVRON

Siège social : 80, Boulevard Hubert-Delisle - 97410 SAINT-PIERRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION PÈRE FAVRON** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, conformément aux règles spécifiques au secteur d'activité de la Fondation Père Favron, notamment pour ce qui concerne le traitement comptable des résultats sous contrôle des tiers financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Commission financière.

.../...

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 23 avril 2025

Le Commissaire aux comptes :



EXA
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Loïc DRIEUX

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Frais de recherche et de développement</i>	240 337	240 337		
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	2 201 799	1 998 213	203 586	309 768
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	14 899		14 899	3 180
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains</i>	19 500 707	462 294	19 038 413	19 041 728
<i>Constructions</i>	175 935 253	81 503 308	94 431 944	88 808 193
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	12 986 952	10 260 046	2 726 906	2 553 182
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	20 964 406	14 915 390	6 049 016	5 780 718
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	3 057 272		3 057 272	9 262 616
<i>Avances et acomptes</i>	103 694		103 694	93 519
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	7 785		7 785	7 785
<i>Autres titres immobilisés</i>	56 365 318		56 365 318	55 207 791
<i>Prêts</i>	4 308 268		4 308 268	4 132 065
<i>Autres immobilisations financières</i>	213 249		213 249	219 235
Total I	295 899 938	109 379 587	186 520 352	185 419 780
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Matières premières et autres approvisionnements</i>	167 405		167 405	200 422
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	149 386		149 386	152 668
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	18 194 406	1 028 612	17 165 794	17 524 676
<i>Autres créances</i>	2 551 230		2 551 230	8 005 691
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	8 028 464		8 028 464	1 028 481
<i>Disponibilités</i>	10 252 359		10 252 359	17 770 154
<i>Charges constatés d'avance</i>	290 424		290 424	253 718
Total II	39 633 674	1 028 612	38 605 062	44 935 808
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	335 533 612	110 408 199	225 125 413	230 355 588
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	24 614 636	24 092 351
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>	79 212 401	74 548 914
Report à nouveau	-3 995 812	-3 936 112
<i>Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	2 641 656	5 181 006
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	-210 434	111 727
Excédent ou Déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-2 446 474	1 926 241
Situation nette (sous-total)	99 815 973	101 924 128
Subventions d'investissement	16 516 425	17 391 092
Provisions réglementées	3 316 670	3 809 981
Total I	119 649 068	123 125 201
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	476 371	539 661
Fonds dédiés	19 232 483	18 643 064
Total II	19 708 853	19 182 725
PROVISIONS		
Provisions pour risques	909 850	471 493
Provisions pour charges	9 071 940	8 841 188
Total III	9 981 790	9 312 681
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	41 416 846	44 554 853
Emprunts et dettes financières diverses	946 230	1 076 560
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	3 732 955	5 053 377
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 321 256	3 731 822
Dettes fiscales et sociales	18 263 457	16 412 348
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 620 906	2 270 056
Autres dettes	3 577 648	3 211 625
Produits constatés d'avance	1 906 403	2 424 341
Total IV	75 785 702	78 734 981
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	225 125 414	230 355 588
(1) Dont à plus d'un an (a)	38 488 718	
Dont à moins d'un an (a)	33 564 029	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Dont ventes de prestations de services relatives aux act.sociales et médico-social</i>	3 009 918	2 945 980
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	132 674 440	129 454 313
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	15 757	22 370
<i>Dont Mécénats</i>	15 757	22 370
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	1 220 995	1 201 769
Utilisation des fonds dédiés	5 515 595	5 199 464
Autres produits	810 227	206 832
Total I	140 237 015	136 084 747
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	24 340 689	22 474 508
Impôts, taxes et versements assimilés	4 665 877	4 304 513
Salaires et traitements	70 861 545	66 611 856
Charges sociales	30 766 240	28 713 428
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 421 896	7 673 184
Dotations aux provisions	1 200 942	1 390 160
Reports en fonds dédiés	6 131 692	7 066 366
Autres charges	1 000 276	399 341
Total II	147 389 157	138 633 356
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-7 152 142	-2 548 609
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 579 042	1 853 408
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		12 729
Total III	1 579 042	1 866 136
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 111 214	1 062 835
Total IV	1 111 214	1 062 835
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	467 829	803 301

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-3 674 395	1 099 772
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	69 397	8 012
Sur opérations en capital	71 275	334 120
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	947 481	931 016
Total V	1 088 153	1 273 148
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 084	532
Sur opérations en capital	14 375	285 355
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	55 207	49 065
Total VI	70 666	334 952
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 017 487	938 196
Total des produits (I+III+V)	145 914 128	142 069 112
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	148 571 036	140 031 143
EXCEDENT OU DEFICIT	-2 656 908	2 037 968
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-2 446 474</i>	<i>1 926 241</i>

Comptes annuels au 31/12/2024
du commissaire aux comptes

Annexe

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FONDATION PÈRE FAVRON

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 225 125 413 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 2 656 908 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

PRESENTATION DE L'ENTITE - ART 431-2 Règlement ANC 2018-06

Par décret du 20 août 1997, publié au Journal Officiel du 27 août 1997, l'U.O.S.R. (Union des Oeuvres Sociales Réunionnaises), association régie par la loi de 1901, est devenue la Fondation Père Favron, établissement reconnu d'utilité publique.

Conformément à ses statuts, la Fondation Père Favron a pour « but principal la conception, la réalisation, la gestion et l'exploitation de toute oeuvre à but non lucratif présentant un caractère médical, social ou éducatif. Elle s'engage à poursuivre l'oeuvre de l'U.O.S.R., créée par le Père René Favron et régulièrement déclarée à la sous-préfecture de Saint-Pierre le 18 avril 1956 ». (Article 1 des statuts).

Ses moyens d'actions sont constitués par tous les biens immobiliers et mobiliers issus de la dévolution du patrimoine de l'U.O.S.R. constitué par le Père René Favron.

Conformément à son projet associatif, la Fondation, grâce et avec ses parties prenantes constituées de l'activité de ses administrateurs bénévoles, des compétences de ses cadres et de l'ensemble des professionnels des établissements qu'elle gère, a pour objectifs :

- Le respect de l'attachement des fondateurs de la Fondation aux valeurs universelles et humanistes de la solidarité qui a constitué le fil conducteur des métiers d'aide et d'accompagnement des personnes, qu'elles soient malades, âgées, handicapées ou en difficulté sociale
- L'affirmation de la nécessité d'une action de proximité qui s'inscrive dans le territoire au plus proche des besoins,
- Le développement de ses actions dans le cadre de la démarche qualité au service de l'utilisateur. Cette démarche doit avoir notamment pour préoccupation les enjeux et des nécessités des évaluations internes et externes. Elle implique une approche globale de la prise en charge de la personne basée sur la complémentarité de tous les acteurs travaillant en réseau.

La Fondation Père Favron accueille, accompagne et prend soin de différents types de publics dans des établissements et services classés dans diverses filières conventionnées :

- Enfants handicapés pour près de 653 lits ou places,
- Adultes handicapés pour près de 664 lits ou places,
- Personnes âgées pour près de 681 lits ou places, dont 83 places liées à l'ouverture de l'Ehpad du Tampon en août 2022,
- Enfants et adultes en grande difficulté sociale pour près de 314 lits ou places.

Règles et méthodes comptables

Pour réaliser ces missions, la Fondation Père Favron a recours à près de 1 820 salariés et dispose de budgets alloués par différentes autorités de tarification à hauteur de près de 81 M€ pour l'ARS, 48 M€ pour le Conseil Départemental, 1,56 M€ pour la DEETS mais compte également sur 1,8 M€ d'autres subventions et de ressources en provenance des activités des ESAT ou des usagers pris en charge pour près de 3 M€.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur des personnes morales de droit privé à but non lucratif répondant aux dispositions prévues dans le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) 2018-06 relatif aux comptes annuels de ces entités sus-visées .

Les dispositions contradictoires au PCG dont les retraitements ont été effectués sont les suivantes :

-

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

En plus des dispositions expresses prévues dans le règlement ANC n°2018-06, les conventions comptables respectent également :

- les dispositions du Plan Comptable Général issues du règlement ANC n°2014-03,
- les dispositions spécifiques aux établissements et services médico-sociaux prévus dans le règlement ANC n°2019-04
- l'arrêté du 14 décembre 2022 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles.

INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES :

L'application du règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif implique :

- dans son article 151-1 que le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif du bilan de l'entité gestionnaire sur une ligne spécifique,
- dans son article 152-1 que dans son compte de résultat, l'entité gestionnaire fait apparaître distinctement la

Règles et méthodes comptables

part de l'activité sociale et médico-sociale des postes suivants par une subdivision spécifique :

- les ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- les contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales,
- le résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en **EURO**.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Aménagements des terrains : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES :

NEUTRALISATIONS DE LA DOUBLE CONSTATATION DES PRODUITS ATTENANTS "AMENDEMENTS CRETONS" :

Jusqu'en 2016, la Fondation Père FAVRON constatait, conformément aux instructions reçues, en double les produits relatifs aux "Amendements CRETON", adolescents ayant atteint la majorité, et qui, faute de place disponibles en établissements pour adultes, peuvent voir leur prise en charge en établissements pour enfants maintenus jusqu'à leur 20 ans.

En concertation avec l'ARS, il a été décidé de neutraliser en produits constatés d'avance, la double facturation établie à destination du Conseil Départemental, vu que ces enfants sont déjà pris en charge dans la Dotation Globale versée à l'établissement pour enfants. Cette neutralisation s'applique sur les deux derniers exercices en cours, le recyclage de cette double facturation étant réalisée par l'ARS sur la tarification de l'exercice N+2. Les produits constatés d'avance relatif à l'exercice 2023 s'élèvent à 887 K€ et seront repris en 2025 lorsque l'ARS diminuera la tarification de cette même année des facturations établies à destination du Conseil Départemental en 2025.

Les produits constatés d'avance relatif à l'exercice 2024 s'élèvent à 710 K€ et seront repris en 2026 lorsque l'ARS diminuera la tarification de cette même année des facturations établies à destination du Conseil Départemental en 2026.

LITIGE AVEC L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC (ADPEP)

Au terme de la décision de la Cour d 'Appel de Saint Denis en date du 23 novembre 2018, l'ADPEP a été condamné à verser à la Fondation la somme de 2 255 758 € correspondant aux actifs des Foyers d'accueil médicalisé exploités par l'ADPEP dont la fermeture a été prononcé et les autorisations d'exploitation transférés à la Fondation Père FAVRON par arrêté de Monsieur le Préfet de la Réunion en date du 7 juin 2006.

L'inscription de cette créance devenue certaine sur l'exercice 2018 a été inscrite, cette même année, en augmentation des fonds associatifs pour de + 2 256 K€.

Cette somme de 2 256 K€ a été constatée hors intérêts de retard et également sans tenir compte des honoraires à devoir, sur le dénouement de cette affaire, aux avocats ayant instruit ce dossier.

A la clôture des comptes au 31 décembre 2024, cette somme de 2 256 K€ ne figure plus en créance et a trouvé un dénouement par un encaissement sur l'exercice 2024.

Faits caractéristiques

VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION "TRANSPORT" :

La Fondation étant reconnue d'utilité publique et oeuvrant dans le secteur social et médico social a toujours considéré être exonérée de cette contribution.

Cependant, la CGSS a notifié un redressement au titre des contributions transports des exercices 2014 à 2016 sur le motif que la Fondation était dans l'impossibilité de produire un document de l'Autorité Organisatrice du Transport spécifiant l'exonération de l'institution.

L'action intentée devant les juridictions compétentes dès 2016 afin de contester le redressement de cette contribution sur les années 2014 à 2016 est toujours en cours.

Dès lors, face à l'impossibilité de fournir une exonération de l'Autorité Organisatrice du Transport, La Communauté Intercommunales des Villes Solidaires (CIVIS) a décidé de mettre en recouvrement la Taxe Transport afférente aux salaires des personnels de la Fondation Père FAVRON travaillant sur ces territoires au titre des années 2020 et 2021. Le montant total de la taxe transport a été constatée en charge à payer dans l'attente du dénouement de l'action intentée devant les juridictions compétentes comme mentionné ci avant.

Le montant des sommes constatées en charge à payer au titre de la Taxe Transport 2020 et 2021 pour les territoires de la CIVIS impacte les comptes 2021 pour un montant total de 1 363 514 euros.

Les cotisations de versement de transport relatives aux territoires de la CIVIS de l'année 2022 sont traduites et payées dans les cotisations sociales de l'exercice pour un total de 193 k€.

AFFECTATIONS DE RESULTAT AVEC LES AUTORITES DE TARIFICATION

ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOUS COMPETENCE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA REUNION

Suite à l'application du nouveau règlement des Autorités des Normes Comptables n°2019-04 relatifs aux établissements et services sociaux et médico-sociaux, et conformément aux dispositions du Code de l'Action Sociale et des Familles, la Fondation Père FAVRON a constaté dans ses comptes, les affectations de résultats de l'exercice 2023 conformément aux retours reçus de l'Autorité de Tarification par le biais des Réalisés des Recettes et de Dépenses 2023 et des éventuels recours gracieux y étant attachés.

ETABLISSEMENTS ET SERVICES SOUS COMPETENCE DE L'AGENCE REGIONALE DE LA SANTE - REUNION

Suite à l'application du nouveau règlement des Autorités des Normes Comptables n°2019-04 relatifs aux établissements et services sociaux et médico-sociaux, et en l'absence de retour formel de l'autorité de tarification en matière d'affectation de résultat, la Fondation Père FAVRON a décidé de constater dans ses comptes, les affectations de résultats des années 2023 conformément aux décisions validées par le Conseil d'Administration.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	240 337			240 337
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 146 721	73 894	3 917	2 216 698
Immobilisations incorporelles	2 387 057	73 894	3 917	2 457 035
- Terrains	19 520 721		20 015	19 500 707
- Constructions sur sol propre	147 757 354	9 796 090	172 660	157 380 784
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr	17 610 530	1 541 518	597 579	18 554 469
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	11 963 813	1 038 055	14 910	12 986 952
- Instal.générales, agencements aménagements divers	609 786	76 438		686 224
- Matériel de transport	5 690 879	779 060	293 303	6 176 635
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 110 657	965 627	3 818	14 072 468
- Emballages récupérables et divers	29 079			29 079
- Immobilisations corporelles en cours	9 262 616	3 971 273	10 176 617	3 057 272
- Avances et acomptes	93 519	334 645	324 470	103 694
Immobilisations corporelles	225 648 953	18 502 706	11 603 372	232 548 283
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	7 785			7 785
- Autres titres immobilisés	55 207 791	1 157 527		56 365 318
- Prêts et autres immobilisations financières	4 351 300	170 217		4 521 517
Immobilisations financières	59 566 877	1 327 744		60 894 621
ACTIF IMMOBILISE	287 602 887	19 904 344	11 607 289	295 899 938

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

INVENTAIRE DU PORTEFEUILLE DE VALEURS MOBILIERES

Les placements effectués par la Fondation Père FAVRON au 31 décembre 2024 s'élèvent à un montant total de 58 887 K€ et sont classés comme suit (valeurs historiques) :

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

A/ INSCRIPTION EN IMMOBILISATIONS FINANCIERES (50 858 K€)

1) Valeurs mobilières faisant l'objet d'un nantissement à conserver le temps de l'emprunt qu'elles couvrent (4 761 K€) :

- 1 000 K€ de placements obligataires rémunérés à 2,30 % par an.
- 125 K€ dans des FCP
- 636 K€ dans un dépôt à terme avec un taux de 0.33%.
- Pour 3 000 K€ dans un contrat de capitalisation placés intégralement en euros avec des taux de placements de 2,75 % par an.

2) Valeurs mobilières dont la détention est à long terme (45 922 K€) :

- 36 396 K€ de contrats de capitalisation placés intégralement en euros avec des taux de placements compris entre 1,03 % et 2,82 % par an.
- 4 698 K€ de parts sociales (dont 4 027 k€ auprès de la CEPAC avec un taux de rémunération de 1,81 % par an, 589 K€ auprès de la BRED avec un taux de rémunération de 1,74% par an, 81 k€ auprès de la CEPAC avec un taux de 1.20%)
- 5 000 K€ d'obligations NATIXIS souscrite auprès de la caisse d'épargne avec un taux de rendement de 0.6 %.

B/ INSCRIPTION EN TRESORERIE (8 028 K€)

- 7 436 K€ dans des SICAV sans échéance, récupérables à tout moment et dont la position affiche une plus value latente de + 42 K€ au 31/12/2024.
- 592 K€ dans des FCP sans échéance, récupérable à tout moment couvrant la position du compte épargne temps.

Par ailleurs, la Fondation dispose de comptes rémunérés pour un montant total de 125 K€ au 31 décembre 2024, comptes rémunérés à des taux compris entre 1% et 1,25 %.

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	240 337			240 337
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 833 773	164 440		1 998 213
Immobilisations incorporelles	2 074 109	164 440		2 238 549
- Terrains	478 994	3 315	20 015	462 294
- Constructions sur sol propre	64 081 551	4 605 613	172 660	68 514 504
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.	12 478 140	1 094 235	583 571	12 988 804
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	9 410 630	859 278	9 863	10 260 046
- Instal.générales, agencements aménagements divers	305 136	47 627		352 763
- Matériel de transport	3 753 237	700 022	281 810	4 171 448
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 601 309	790 846	977	10 391 178
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	100 108 998	8 100 935	1 068 894	107 141 038
ACTIF IMMOBILISE	102 183 107	8 265 375	1 068 894	109 379 587

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 25 557 578 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	4 308 268		4 308 268
Autres	213 249		213 249
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	18 194 406	18 194 406	
Autres	2 551 230	2 551 230	
Charges constatées d'avance	290 424	290 424	
Total	25 557 578	21 036 060	4 521 517
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Incne titres immobilisés	5 499 970
Usagers, factures à établir	6 566 580
Clients, factures à établir	20 812
Produits à recevoir	3 594
Cgss-ij à recevoir	123 507
Crr mutuelle-ij à recevoir	110 957
Asp par chômage partiel	15 582
Org.sx-autres p.a.r	173 029
Etat - produits à recevoir	565 678
B & ef-icar s/ banques	10 055
Total	13 089 763

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	24 092 351	522 285			24 614 636
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	3 926 545	111 727			4 038 272
Réserves des activités sociales	70 622 369	4 491 759			75 114 128
RAN hors activités sociales	-3 936 112	-59 700			-3 995 812
RAN des activités sociales	5 181 006	1 926 241			2 641 656
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	111 727	-111 727		210 434	-210 434
Exc.ou Déficit des activités sociales	1 926 241	-1 926 241		2 446 474	-2 446 474
Situation nette	101 924 128			2 656 908	99 755 973
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	17 391 092			874 667	16 516 425
Provisions réglementées	3 809 981			493 311	3 316 670
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	123 125 201			4 024 886	119 589 068

Comptes annuels annexés au rapport du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin
Litiges	469 858	438 357			908 215
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	8 616 955	762 585	304 827		9 071 940
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	225 868		224 233		1 635
Total	9 312 681	1 200 942	529 060		9 981 790
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		1 200 942	529 060		
Financières					
Exceptionnelles					

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 72 052 747 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	41 416 846	3 147 992	12 347 939	25 920 915
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	946 230	726 366	219 864	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 321 256	4 321 256		
Dettes fiscales et sociales	18 263 457	18 263 457		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 620 906	1 620 906		
Autres dettes (**)	3 577 648	3 577 648		
Produits constatés d'avance	1 906 403	1 906 403		
Total	72 052 747	33 564 029	12 567 803	25 920 915
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	3 363 278			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourn.b & s-fact/non parvenues	3 425 171
Fourn.immob-fact/non parvenues	876 689
Incne s/emprunts	219 953
Dettes prov pour congés payés	6 203 940
Autres charges à payer	981 163
Ch sociales s/congés à payer	2 785 223
Autres charges à payer	1 207 495
Etat - autres charges à payer	9 626
Total	15 709 260

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance.	290 424		
Total	290 424		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance.	1 906 403		
Total	1 906 403		

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 59 567 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		82 810 723	47 944 391			130 755 114
Subventions d'exploitation	231 201	1 157 034	490 019	11 730	29 342	1 919 326
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement		797 690	145 460		3 324	946 474
						133 620 914

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice	2 656 908	
ADULTES HANDICAPES - PHI		228 288
ADULTES HANDICAPES - PHD FAB	1 459 981	
ADULTES HANDICAPES - PMS Ph de CAMARET	859 031	
ENFANTS HANDICAPES - PHD FAB		1 876 185
ENFANTS HANDICAPES - IMS CH.ISAUTIER		38 913
ENFANTS HANDICAPES - PMS R.BABET	42 574	
FILIERE SOCIALE	278 877	
POLE GERONTOLOGIQUE SUD	1 619 486	
EHPAD LATANIER	168 722	
EHPAD ALIZES	512 138	
SSIAD LES ATTES	112 697	
EHPAD FABIEN LANAVE	193 111	
DIRECTION GENERALE		656 757
Part du résultat sur gestion conventionnée	5 246 617	2 800 143
Part du résultat sur gestion libre	210 434	

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 1820 personnes dont 16 apprentis.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	52	102	154	154
Employés	397	1 149	1 546	1 546
Ouvriers	78	32	110	110
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification	1		1	1
Contrat Retour Emploi	1	1	2	2
Contrat initiative Emploi	2	5	7	7
Total	531	1 289	1 820	1 820

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 461 385 EURO.

* Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants (Art 20 loi n°2006-586 du 23/05/2006) : 461 385 EURO.

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en EUR
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
<i>Emprunt AFD de 12 223 000 € garanti par le nantissement de contrats de capitalisation</i>	7 939 896
<i>Emprunt Caisse d'Epargne de 2 850 000 € garanti par le nantissement de DAT/VMP/SICAV</i>	1 445 166
<i>Emprunt Crédit Agricole de 90 000 € garanti par le nantissement d'obligations CASA</i>	21 339
Autres engagements donnés	9 406 401
Total	9 406 401

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés	
CAUTION 100 % Conseil Départemental sur prêt CDC - Montant initial : 26 273 000 €	13 706 717
CAUTION 100 % Conseil Départemental sur prêt DEXIA - Montant initial : 6 480 000 €	3 618 000
CAUTION 100 % Conseil Départemental sur prêt AFD - Montant initial : 5 000 000 €	2 026 805
Avals et cautions	19 351 522
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	19 351 522

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Engagements de retraite

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 9 071 940 EURO

La méthode de calcul de l'engagement de retraite est la méthode rétrospective des unités de crédits projetés conforme à la recommandation ANC 2013-02.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- un départ volontaire à l'âge de 65 ans,
- une indemnité calculée en fonction de la convention collective applicable au taux d'actualisation (Taux IBOXX) de 3,35 %,
- une indemnité calculée sur la base de salaires non revalorisés,
- une indemnité calculée avec l'application d'un taux de charges patronales de 51.30 %.

Donations

Autres informations

Suivi des legs et des dons

	Solde des legs et donations en début d'exercice	Encaissements	Décaissements et virements pour affectation définitive	Soldes des legs et donation en fin d'exercice
	A	B	C	A
DONATION "MOUROUVIN"	600 000			600 000
Total	600 000			600 000

Détail des legs, donations et assurances-vie

	Montant
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	63 290
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
Solde de la rubrique	476 371